

le pilier du pouvoir d'après l'occupation. Sous la tutelle américaine, le pouvoir est stabilisé, et les compétitions politiques sont réduites à leur plus simple expression par la mise en veilleuse du parlement (1918 à 1930) remplacé par un Conseil d'État dont la composition est à la discrétion du pouvoir exécutif.

L'occupation américaine n'a ni bouleversé le système, ni transformé la culture politique haïtienne. Elle aura réussi à freiner la turbulence des classes dirigeantes, mais non à les délivrer de leurs démons, encore moins à éliminer l'arbitraire et la dictature. La paix américaine s'étendra sur trente ans, de 1915 à 1946. Au cours de cette période, quatre présidents se sont succédés, élus selon le cas par l'Assemblée nationale ou par le Conseil d'État. La récupération de la souveraineté nationale est amorcée en 1930 avec le rétablissement du Parlement. Elle est complétée en 1934 avec le départ des derniers contingents de Marines. Mise à part une brève période (1930–1932) où, après les élections générales de 1930, le pays tente d'instaurer une démocratie parlementaire, le pouvoir s'exerce comme avant, sous la férule d'un dictateur s'appuyant sur une armée formée à l'américaine, c'est-à-dire disciplinée, hiérarchisée et obéissante. La différence avec le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est que les présidents sont des civils recrutés parmi les membres des professions libérales; ce sont presque tous des avocats. Jusqu'à Duvalier, on aura dénombré cinq avocats, un militaire également licencié en droit et un médecin. Le gouvernement du médecin (Duvalier) sera le plus sanguinaire et le plus dévastateur de tous ceux qu'Haïti aura connus depuis 1804.

À LA FAVEUR DE LA PAIX AMÉRICAINE, LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS ONT pu gérer l'État tranquillement, sans grandes secousses. L'un d'eux, celui de Lescot (1941–1946) exerça un despotisme absolu pendant la guerre. Grâce au dégel consécutif à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les concepts d'ordre, de liberté, de démocratie, de justice sociale et de droits du peuple gagnent le pays et nourrissent un large mouvement de contestation qui emporte le gouvernement le 11 janvier 1946. Cet événement marque une véritable rupture. C'est la première fois depuis 1930 qu'un gouvernement est renversé sous la pression populaire. Il en est résulté un grand brassage social et politique d'où ont émergé de nouvelles forces (naissance d'un mouvement syndical création d'associations professionnelles, foisonnement de groupements politiques et d'organes de presse). Sur le plan politique, l'élite des classes moyennes entreprend sa montée vers le pouvoir en s'opposant bruyamment à ce qu'elle appelle l'exclusivisme de la bourgeoisie mulâtre et en se posant en défenseur des classes moyennes et des masses noires. L'idéologie noiriste va alors se conjuguer à l'idéologie nationaliste, en vogue sous l'occupation, pour légitimer la prétention de cette nouvelle élite à occuper une position dominante dans l'appareil d'État et forcer ainsi son entrée dans la bourgeoisie.



LE MOUVEMENT SE RÉVÈLE IRRÉSISTIBLE. IL DONNE NAISSANCE au gouvernement d'Estimé (1946–1950). Mais tout cela va tourner court. De la nouvelle vague de politiciens, noiristes ou non, surgissent des accapareurs et des affairistes qui profitent des contrats, combinent, spéculent et s'enrichissent scandaleusement. Plus encore qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la corruption devient une politique. Aux prises avec la contestation, le président Estimé succombe à la tentation de se faire réélire à la faveur d'un coup de force constitutionnel, mais c'est lui qui tombe à l'issue du coup d'État fomenté par le colonel Paul Magloire le 10 mai 1950. Celui-ci accède à la présidence après des consultations électorales proprement manipulées. Six ans plus tard, il sera forcé d'abandonner le pouvoir à son tour sous la poussée d'un mouvement populaire de contestation. Nouvelle flambée en 1957 : d'innombrables partis politiques, groupements et groupuscules, des journaux à profusion, une débauche d'émissions radiophoniques et même un début de guerre civile le 25 mai 1957. La crise engloutira cinq gouvernements provisoires avant qu'une junte militaire puisse finalement nettoyer le paysage pour permettre à Duvalier (Papa Doc) de l'emporter sur son principal concurrent, Louis Déjoie, dans des élections présidentielles et législatives largement frauduleuses.

L'expérience des compétitions politiques en 1946, 1950 et 1957 tend à montrer que la route du pouvoir passe par le contrôle des chefs de l'armée. Duvalier aura, sans doute, médité sur cela. Pour assurer la pérennité de son gouvernement, il va entreprendre très tôt de neutraliser l'armée en corrompant les officiers, en la «macoutisant», en créant sa milice et une force policière parallèle entièrement dévouée à sa personne.

Duvalier va encore plus loin. Il déstabilise tous les centres traditionnels du pouvoir haïtien par des démonstrations de force inédites. Outre qu'il domestique le parlement et assassine ses opposants, il tient tête aux Américains, s'attaque à la hiérarchie catholique et porte la répression au sein de la bourgeoisie comme jamais auparavant. Il complète son oeuvre en démantelant les organisations démocratiques et les syndicats nés avec le mouvement de 1956–1957, et en terrorisant la paysannerie livrée aux prédateurs terriens. Avec lui, la dictature personnelle prend des proportions criminelles inconnues jusque-là et la corruption, une ampleur inégalée. Le bilan est désastreux, on ne le sait que trop : des milliers de morts et de disparus, la démobilisation sociale et politique, l'extension de la corruption, le licenciement de fonctionnaires qualifiés, la généralisation de la médiocrité, l'émigration massive. Le pays est purgé d'un nombre incroyable de cadres et de jeunes, donc de toute une pépinière de la classe politique. La succession de Jean-Claude n'aura pas soulagé le pays de tous ses maux économiques et politiques. Le duvaliérisme représente une époque critique de tout le parcours historique d'un pays engagé dans le développement du sous-développement. Et c'est avec ce lourd héritage que se débat le pays depuis près de cinq ans.

Pourtant, c'est sous le régime «macoute», entre 1975 et 1986, qu'a pris naissance et que s'est développé le mouvement démocratique le plus vigoureux et le plus socialement ouvert de l'histoire contemporaine. Il a contribué à l'élévation du niveau de la conscience politique du peuple à la promotion des revendications démocratiques et à l'élargissement de la lutte politique. De ruses en actions d'éclat, il a entraîné l'ensemble du pays dans une stratégie de pression soutenue et de contestation de masse qui a fini par déstabiliser le gouvernement de Jean-Claude Duvalier.



PLUS ENCORE QU'EN 1946 ET EN 1956–1957, LA CRISE DE SUCCESSION DE 1986 s'est transformée en crise générale au sein de la société haïtienne. Le pays s'est réveillé non seulement d'une longue dictature mais encore d'une histoire qui avait révélé l'incapacité de la bourgeoisie et des classes dirigeantes haïtiennes de répondre aux exigences du développement national et de la démocratie. Ce qui, précisément, caractérise la conjoncture présente et qui aggrave la crise politique, ce sont les conséquences de la faillite des classes dirigeantes et la fragilité d'un mouvement démocratique qui n'arrive pas encore à se doter d'un instrument politique à la hauteur de la tâche qui lui incombe. L'ancien se meurt, mais ne veut pas mourir (les duvaliéristes et toutes les forces anti-changement), et le nouveau (les organismes de la société civile, les partis démocratiques) n'arrive pas encore à s'imposer. Au coeur de cette crise, un enchevêtrement de forces, d'intérêts, de points de vue, de fantasmes et d'ambitions dérisoires.

Le drame actuel vient en grande partie de l'éparpillement du mouvement démocratique empêtré dans ses nombreux courants, tendances, partis, regroupements et groupuscules. Aucune force hégémonique n'a vraiment émergé pour servir de point de référence à une société qui a perdu ses repères et ses moyens traditionnels pour régler les conflits. La force de régulation par excellence, l'armée, s'est désagrégée, et l'État s'est progressivement désintégré. La crise de l'autorité qui perdure laisse le champ libre à toutes les mafias. À la subversion anti-dictatoriale de la société, l'État impuissant répond par des expédients; les forces anti-démocratiques, cramponnées à leurs privilèges, par le banditisme et la terreur; et le mouvement démocratique par une absence de cohésion et un manque de vision stratégique. L'incertitude domine, elle angoisse le pays d'autant plus que les plus déterminés se recrutent parmi les plus criminels des éléments anti-démocratiques. La charge explosive des élections de décembre prochain résulte de la volonté des duvaliéristes de défier le pays, vu l'état avancé de décomposition de l'autorité et les tiraillements qui minent le camp démocratique.

Si tout montre que la dictature macoute ne pourra pas être restaurée (détermination populaire, intérêt des acteurs sociaux et politiques, contexte international), rien n'assure cependant que la démocratie peut être aisément instaurée. La réussite des élections constitue la condition première pour enclencher le processus démocratique dans les circonstances actuelles, mais même dans ce cas, l'essentiel reste à faire: les forces démocratiques devront pouvoir définir une juste et intelligente vision des problèmes de la société et construire un mouvement national patriotique apte à mobiliser toutes les ressources nationales et à prendre en charge les problèmes du développement et de la démocratisation. □